

Le Burundi et l'UA tournent la page d'une longue période de brouille diplomatique

PANA, 18 mars 2023 Bujumbura, Burundi - L'actualité politique de la semaine qui tire sa fin aura été marquée par une première visite au Burundi du président en exercice de la Commission de l'Union africaine (UA), Moussa Faki Mahamat, mettant ainsi fin à six années de brouille diplomatique entre les deux parties, de l'avis des analystes à Bujumbura. La violente crise électorale de 2015 a considérablement tendu les relations du Burundi avec l'organisation continentale.

Le diplomate tchadien a été porteur de la présidence de la Commission de l'UA en 2017, au moment où le Burundi est dans la deuxième année d'une crise qui réunissait les ingrédients d'une nouvelle guerre civile, après celle de 1993. Le troisième mandat controversé du président sortant de l'époque, Pierre Nkurunziza, a provoqué des combats entre les groupes paramilitaires de l'opposition et les forces de défense et de sécurité gouvernementales. Les Nations unies ont compté au moins un millier de morts et des centaines de milliers de réfugiés de cette crise. L'UA, de son côté, a tenté un certain nombre d'initiatives qui ne lui ont attirées que des foudres à Bujumbura. Les 5.000 hommes d'une Mission africaine de prévention et de protection au Burundi (Maprobu) n'ont jamais mis les pieds dans le pays, faute d'autorisation. Les autorités burundaises ont rejeté catégoriquement une « tentative d'immixtion dans la gestion d'une crise politique interne ». La détermination du Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'UA « à prendre toutes les mesures appropriées contre toutes parties ou acteurs, quels qu'ils soient, qui empêcheraient la mise en œuvre de sa décision » a plutôt radicalisé les positions du pouvoir burundais de l'époque. Nous ne pouvons laisser un nouveau crime de masse se perpétuer au Burundi », avertissait un communiqué du CPS, faisant allusion au génocide de 1994 qui a endeuillé le Rwanda voisin. Par ailleurs, la 26^{ème} Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA, tenue en janvier 2016, à Addis-Abeba, en Ethiopie, a décidé de l'envoi d'une délégation de haut niveau auprès de toutes les parties prenantes de la crise aux fins de consultations, sans résultats concrets. Le mouvement insurrectionnel a pris fin, suite à une violente répression des « Anti-troisième mandat ». De nouvelles élections générales, jugées "correctes" par la Communauté internationale, ont été organisées au Burundi, en 2020. Aucun observateur étranger n'a toutefois accredité officiellement suite à la pandémie de coronavirus qui faisait rage à travers le monde. Au lendemain de ces élections, l'UA a décidé de retirer le Burundi de son agenda politique et de mettre fin au mandat de sa Mission d'observateurs des droits de l'homme et d'experts militaires dans le pays. Ces décisions ont été prises par le Conseil de paix et de sécurité de l'UA, « suite aux progrès significatifs enregistrés dans la situation politique et sécuritaire au Burundi depuis le début de la crise en 2015 ».